

ménage et les mille et un articles rares pendant la guerre, a constitué un important élément contribuant à la célérité de la reconversion industrielle et à l'absorption rapide de nos militaires démobilisés. Cette réserve de demandes inassouvies est encore un élément essentiel de notre vie industrielle, mais ce n'est pas un élément sur lequel nous pouvons compter pour maintenir pendant longtemps l'actuel niveau élevé de l'embauchage. Notre espoir pour l'avenir repose sur le redressement économique des pays dévastés et la reprise du commerce mondial sur une vaste échelle. Le Canada est dans une heureuse posture en ce qui concerne ses aspirations futures dans ce domaine.

Il faut louer hautement le Gouvernement pour les travaux de recherche qu'il a exécutés. Au cours du conflit, nos savants ont grandement contribué à la poursuite de la guerre. Leurs efforts ont été particulièrement utiles dans les domaines du radar et de la bombe atomique. La plupart de ceux qui se sont occupés de ces problèmes étaient des jeunes; il est de bon augure pour l'avenir de notre pays que nous ayons tant de jeunes gens si bien doués. Nous devons naturellement faire en sorte de garder ces gens au Canada, afin de bénéficier de leurs talents.

Ces recherches n'ont pas cessé avec la guerre; il s'en fait beaucoup de nos jours en vue d'aider l'industrie dans sa transformation de la production de guerre à celle de paix, de fournir de nouveaux produits et de nouveaux procédés qui contribueront à enrichir notre pays et à relever notre niveau de vie. L'une des divisions de ces recherches porte sur l'énergie atomique; nous serons fiers, je crois, que le Canada ne retarde pas sur le reste du monde dans le développement de l'énergie atomique.

Le rapport de l'Office de l'aide mutuelle, qui nous a été soumis l'autre jour, nous a mis au courant de l'assistance que notre pays a fournie à la Grande-Bretagne, à la France, à la Russie, à la Chine et à nos autres alliés. Il révèle que la somme globale que le Canada a versée au compte de l'aide mutuelle s'est élevée à environ quatre milliards de dollars. Ces fonds permettront au Canada de se faire une clientèle dans tous les pays qui en ont bénéficié.

A la fin de la guerre la plus grande et la plus destructrice que le monde ait connue, notre jeune pays peut constater que ces réalisations ont été étonnantes. Non seulement nous avons levé des effectifs d'un million de combattants, nous leur avons fourni les armes et l'équipement à même nos propres ressources, au point qu'on les considérait comme les mieux équipés parmi les troupes des Nations Unies, mais nous avons fait davantage: grâce

L'hon. M. McKeen.

à l'aide mutuelle fournie à nos alliés, nous avons versé autant que ce que nous avons dépensé pour le compte de nos propres troupes.

Et, puisque j'en suis à parler de l'armée, qu'il me soit permis de féliciter le Gouvernement des mesures décisives qu'il a prises ces derniers mois pour réorganiser l'armée permanente de notre pays. De nos jours, nous nous faisons un idéal élevé de l'organisation de la paix internationale et du gouvernement mondial. On a fait de grands progrès, mais il faudra en faire de plus grands pour s'assurer que les Nations Unies soient en mesure de s'acquitter de cette haute mission.

Depuis les premiers temps de l'histoire des tribus, la première fonction du gouvernement organisé a été de défendre la collectivité. La civilisation actuelle nous a appris, dans notre vie nationale, l'efficacité du droit pour maintenir la paix à l'intérieur. L'humanité aspire à l'établissement du règne du droit par les nations; j'espère que le Canada sera toujours, comme il l'a été jusqu'ici, au premier rang dans ces efforts tendant à organiser la paix internationale. Tant que nous n'aurons pas atteint cet objectif, nous devons encore songer aux problèmes que pose la défense nationale.

S'il est une leçon que nous ayons apprise au cours des dernières années, c'est que les problèmes relatifs à la défense nationale sont inséparables. Il n'existe pas de problème de défense particulier à l'armée, ou à la marine, ou à l'aviation. Essentiellement, ces trois armes poursuivent le même but.

Le programme inauguré par celui qui, hier encore ministre de la Défense nationale est aujourd'hui ministre des Finances, et auquel l'actuel ministre de la Défense nationale, son successeur, a donné suite, tend à unir les trois armes de façon à en assurer la collaboration et l'union plus intime. C'est une question de la plus haute importance. Chacune des trois armes a des traditions dont elle est fière et qu'on ne lui demande pas d'oublier, mais il n'en existe pas moins chez nous des personnalités d'une haute compétence, aptes à comprendre l'apport conjoint des armées de terre, de mer et de l'air, de la science et de l'industrie à la défense nationale. On a déjà entrepris la réalisation de ce projet de coordination et d'union de nos armes. Il est à souhaiter qu'on ne s'arrête pas en si bonne voie.

Revenons maintenant à certains des problèmes d'importance plus immédiate évoqués par le discours du trône.

Il est bon de constater que, pour des motifs dont j'ai déjà parlé, le Gouvernement s'occupe sérieusement de favoriser le commerce.